

dans les importations et les exportations—et conséquemment dans le revenu du pays, depuis l'inauguration du nouveau régime jusqu'à ce jour, et qu'à nulle période de notre histoire l'horizon et la perspective n'ont été meilleures qu'aujourd'hui. (Très bien.)

Les rapports du commerce et de la navigation montrent que l'augmentation de 1873 sur 1872 est pour les produits des pêcheries de \$430,769 ; pour les produits des forêts de \$4,901,434 ; pour les animaux de \$1,826,404 ; pour l'agriculture de \$1,616,784 ; pour les mines de \$2,534,554 ; pour les manufactures de \$532,367. Sur ces articles, les plus importants de nos exportations, ceux qui indiquent avec une certitude invariable la condition réelle du pays, l'augmentation de 1873 sur 1872 a été de \$11,842,392. A part cela, le ministre des finances a appris à la chambre qu'au lieu de diminuer les chiffres ont beaucoup augmenté, pendant les premiers huit mois de l'année fiscale courante ; cette augmentation est de \$3,177,000 sur les chiffres que je viens de citer. Je demande maintenant à la chambre et au ministre des finances, si ces chiffres le justifient d'avoir présenté au peuple de ce pays et au monde financier, une perspective aussi sombre que celle qu'il s'est plu à décrire dans son discours sur le budget ? M. Cartwright nous a dit qu'il y avait une diminution dans les importations—une diminution bien faible—mais enfin il y en avait une—Je prétends qu'il n'y en a aucune qui puisse nous faire appréhender une diminution de revenu. L'état pour les neuf premiers mois de l'année fiscale courante indique que bien que l'année précédente nous ait donné le plus fort revenu que nous ayons eu, il y a eu cependant dans ces neuf mois une augmentation de pas moins de \$1,316,668 cette année. Je demande maintenant où se trouve une diminution de revenu quand il y a une augmentation d'importations pour la consommation, lesquelles indiquent la puissance du pays pour acheter, dépenser et utiliser ? En ce qui regarde les exportations, les importations et les revenus du pays, les statistiques sur lesquelles nous devons baser nos calculs sont toutes de nature à faire disparaître les tristes prédictions du ministre des finances et me portent à avoir une meilleure opinion de la position financière du pays, opinion que les prédécesseurs du ministre des finances avaient raison d'avoir relativement au commerce du pays. Le ministre des finances était-il justifiable de faire croire, par l'entremise de la presse aux cent voix, au Canada, au monde et surtout à ce pays où il devra se présenter bientôt comme emprunteur, qu'il y a un déficit dans les dépenses courantes de l'année et qu'il doit demander au Parlement l'autorisation de prélever de nouvelles taxes ? Je me propose de démontrer que M. Cartwright n'était pas justifiable de déclarer qu'il est nécessaire d'augmenter les taxes.

L'on a dit que l'ancien gouvernement avait été la cause de l'aug